

TIZI-OUZOU

Dix travailleurs de l’ENPI licenciés en grève de la faim

Le collectif des dix travailleurs des ateliers de menuiserie et ferronnerie de l’ENPI (ex-EPLF) de Tizi Ouzou, licenciés arbitrairement par leur direction, suite à la fermeture de leur unité de production (voir notre édition du 21 avril 2011), ont entamé, depuis dimanche, une grève de la faim illimitée.

L’on se rappelle de l’affaire des désormais ex-travailleurs de la filiale de l’Entreprise nationale de promotion immobilière de Tizi-Ouzou, et ce, pour avoir revendiqué leurs droits légitimes, ils se sont attiré les foudres de leur hiérarchie.

L’histoire remonte à l’année 2008 quand ces travailleurs avaient tiré la sonnette d’alarme quant à leurs conditions de travail déplorables. Plafonds en amiante, mauvaise aération de l’atelier de soudure, indisponibilité de masques contre la poussière, manque de gants de protection étaient, à cette époque, leurs principales revendications. Le procès-verbal d’un maître-assistant en médecine de travail

confirme leur requête. Comme la direction de l’ex-EPLF saisie à maintes reprises par les protestataires s’est murée dans le silence, d’autres réclamations socioprofessionnelles sont venues, entre-temps, se greffer aux revendications initiales.

Devant le mutisme de leurs responsables hiérarchiques, les travailleurs des ateliers de menuiserie et ferronnerie de l’ENPI ont adressé un courrier aux plus hautes autorités du pays. Ils écrivent, dans un premier temps, au Premier ministre, puis au président de la République, mais aussi au directeur général de l’entreprise. Ne voyant rien venir, les contestataires saisissent l’Inspection du travail tout en engageant un avocat et un huissier de justice. Le constat de ce dernier est aussi alarmant que celui du maître-assistant de la médecine du travail. Il confirme le bien-fondé des réclamations de ces travailleurs.

Comme pour se venger du «comportement» de ces rebelles, la direction, à la mi-avril de l’année en cours, n’a rien trouvé de mieux que de fermer lesdits ateliers et onze travailleurs se sont retrouvés, du jour au lendemain, à la rue. Pire encore, le licenciement s’est fait d’une manière illégale. L’ENPI de Tizi Ouzou

a fait appel aux services d’une société privée de gardiennage qui a dépêché, «ses vigiles» un week-end, alors que les travailleurs étaient en congé hebdomadaire, lesquels ont cadenassé les portes des ateliers.

A la reprise, ils se sont heurtés aux employés de la société de gardiennage qui leur ont interdit de franchir l’entrée principale des ateliers. Depuis, et malgré la mise en demeure de l’Inspection du travail, la direction continue de faire la sourde oreille.

Restés sans salaires depuis des mois et ne voyant aucune lueur à l’horizon, les travailleurs licenciés ont entamé, depuis dimanche une grève de la faim illimitée. Dans une déclaration remise à notre bureau, les grévistes de la faim justifient leur action. «Après avoir épuisé tous les recours qui nous ont été possibles, écrivent-ils, il nous est regrettable de constater l’incapacité de notre administration de remédier à cette situation et de voir nos responsables faire la sourde oreille et nos réclamations demeurer vaines et sans solutions». Et d’ajouter, «Nous, le collectif des travailleurs, issus de ces ex-ateliers, déclarons une grève de la faim à partir de dimanche 10/07/2011».

K. Bougdal

RAMADAN : LE COMPTE À REBOURS A COMMENCÉ POUR LES MÉNAGES

Stockage de produits alimentaires, légumes et viandes congelés...

Contrairement aux années précédentes, les ménages ne stockent pas les différentes denrées alimentaires, pour s’éviter la flambée des prix qui les attend chaque mois de Ramadan. Cette année, cette course vers le stockage est motivée par une tout autre flambée : celle des grandes chaleurs du mois d’août.

Ainsi afin de s’éviter les courses en plein jeûne qui se fera durant ce mois d’août, la plupart des ménages se sont déjà lancés dans l’achat de légumes, des viandes et autres produits nécessaires pour le mois sacré. Le congélateur est devenu, ces dernières années un appareil à posséder à tout prix. Il ne s’agit pas du minicongélateur compris dans le frigidaire, non les Oranais investissent dans le congélateur afin de stocker les aliments lorsqu’ils sont à bon prix. Aujourd’hui, l’occasion du ramadan donne encore plus d’importance à cet investissement devenu nécessaire. Au marché de la Bastille, où l’affluence est plus dense, les ménagères s’attèlent à bien cocher leurs listes dressées pour l’occasion, dès lors qu’elles parviennent à trouver ce qu’elles cherchent. Il s’agit généralement de légumes, le poivron se place en première position des achats. Son prix est actuellement cédé entre 80 et 100 DA. « J’en ai déjà acheté 8 kg, que j’ai déjà fait frire et pelés, découpés et mis au congélateur. Durant le Ramadan ma famille en consomme beaucoup, et même lorsqu’il en reste, je le farcis avec des chaussons dont mes enfants en raffolent», nous dira une dame. Une autre de nous dire «moi c’est la tomate, nous l’utilisons énormément pour cuisiner et elle est lourde à porter. En étant en jeûne,

je préfère l’acheter maintenant et la mettre au congélateur. Celle dite olivette est proposée à 100 DA les deux kilos 500 et celle qu’on utilise pour la soupe entre 20 et 40 DA». D’autres achètent dès à présent le poulet dont le prix affiche les 260 DA, en majorité ils en prennent entre 5 à 7 poulets, les découpent et les congèlent. « Avec les spéculateurs on ne sait jamais combien sera le prix du poulet, autant en profiter maintenant et s’éviter en plus de cela les tracasseries durant le mois de jeûne lorsque son prix sera hors de portée», nous confie un père de famille. Seul le poisson demeure «instockable» en raison de son prix, seulement certains ménages qui peuvent se le permettre n’hésitent pas à acheter du calamar frais proposé à 500 DA le kg. «Je le farcis et ainsi ça me fera un plat au goût de poisson durant le mois sacré. Nonobstant le Ramadan, durant cet été, il

nous a été impossible de manger du poisson à satiété. Pour ne citer que le rouget, celui-ci est à 1 500 DA et ce n’est que ces jours-ci que la sardine a été plus ou moins accessible avec 150 DA le kilo». Autres aliments qui n’échapperont pas à la fraîcheur de la congélation : l’ognon, la coriandre, ou encore les paquets de dioul. Le citron n’échappe pas à la règle, il est vendu, entre 120 et 150 DA. Les ménagères le pressent et le congèlent dans les packs à glaçon ce qui facilite son utilisation durant le ffour.

Puis vint une seconde étape des achats, celle du ravitaillement. La liste est bien longue : tomate concentrée, vermicelle, huile, sucre, épices, limonade, beurre, semoule, farine... Autant de produits lourds à supporter financièrement mais aussi physiquement durant le mois de Ramadan. Dès lors les ménagères préfèrent se mettre à l’abri des grandes

foules, des bousculades, des nerfs à fleur de peau et se préparer bien avant le jour J. Cela n’empêchera sûrement pas les ménages à faire un tour régulier dans les marchés, car il y a toujours quelque chose qui manque et puis quel que soit le stock, il finit par s’épuiser. Le grand souhait des Oranais, c’est que le prix des fruits et leur variété demeurent inchangés durant le mois de Ramadan, car en cette saison estivale, c’est la grande satisfaction des ménages qui sont ravis de goûter à autant de délices de fruits frais et de bonne qualité. En attendant le mois du jeûne, le compte à rebours a déjà commencé mais pour d’autres, il faut profiter de l’instant présent et durant le Ramadan les courses n’en finissent pas avec ou sans préparation. Chacun sa méthode, chacun son organisation et son aptitude physique.

Amel B.

BOUIRA

Une semaine mouvementée pour les pompiers

En ce début du mois de juillet, les brigades de la Protection civile de Bouira qui ont eu du pain sur la planche avec plus de trente incendies et pas moins de 264 évacuations de personnes.

Les températures excessives enregistrées ces derniers temps dans la wilaya ont induit 33 incendies entre le 3 et le 10 juillet, 7 feux de récoltes, un incendie urbain ainsi que 25 autres feux de moyenne importance, heureusement maîtrisés par les éléments de la Protection civile. Le bilan hebdomadaire des interventions d’évacuation et de sauvetage a fait, quant à lui, cas de 33 accidents de la route ayant provoqué 63 blessés et 4 morts. Les agents de la Protection civile ont évacué 230 personnes, dont on dénombre un décès. L’alerte reste de mise en raison des fortes chaleurs et de certains comportements irres-

pensables. Enfin, il est à rappeler que la direction générale de la Protection civile a mobilisé beaucoup de moyens, tant matériels qu’humains, pour parer aux éventuels incendies, et cela en dotant la wilaya de Bouira de plusieurs colonnes mobiles et de matériel d’intervention et de communication de pointe.

La manœuvre organisée le 3 juillet a eu pour but de préparer les pompiers de Bouira, Tizi-Ouzou et Bordj-Bou-Arréridj aux éventuels feux et incendies, et de tester le matériel mis à leur disposition. Les mini-olympiades dont la clôture a été célébrée vendredi dernier au CNLST de Tikjda ont aussi servi de vitrine pour des agents surentraînés et aptes à faire face aux situations extrêmes.

En somme, les habitants de Bouira doivent se sentir rassurés, il reste juste à espérer que la nature ne s’acharne pas trop.

Katya Kaci

SIDI LAKHDAR (AÏN DEFLA)

Une exploitation agricole ravagée par les flammes

Dans la nuit de dimanche à lundi, vers 1h du matin, au douar Sidi Ben Brika, à 2 km à l’ouest de la ville de Sidi Lakhdar, le feu s’est déclaré dans une serre dont l’armature était couverte par des branchages, résidus de la dernière récolte de pommes de terre qui ont séché avec la chaleur caniculaire qui s’abat sur la région depuis la dernière semaine du mois de juin.

Selon le propriétaire des lieux, il a été averti par le gardien de nuit dès que le feu s’est déclaré dans la couverture végétale sèche de l’entrepôt. Il affirme avoir averti la gendarmerie qui, à son tour, a alerté les sapeurs-pompiers de l’unité de Miliana, à 5 km du lieu du sinistre. Il aura fallu plus de 2

heures de lutte pour maîtriser l’incendie. Malheureusement, 300 qx de pommes de terre de semence, un grand nombre de cageot d’emballage en plastique, 200 bottes de foin et des rouleaux de tuyauterie d’arrosage ont été détruits par le feu.

Le propriétaire de l’exploitation reconnaît que sans l’intervention de la Protection civile, les dégâts auraient pu être plus importants, l’incendie se serait peut-être répandu à tout le douar. Cependant, il plane des doutes sur l’origine de l’incendie, d’abord l’heure du départ du feu, 1 h du matin, en plus, il n’y a aucune source de flamme aux alentours et le feu a d’abord pris sur la couverture du dôme de l’entrepôt. Le propriétaire dit avoir quelque soupçon mais faute de preuves ou de témoignages, il n’ose formuler aucune accusation. Il préfère laisser les

enquêteurs de la gendarmerie faire leur travail. Cependant, il est bon de signaler ici que cette perte de production agricole aurait pu être évitée si cette façon de stocker, toute archaïque et sujette à tous les aléas, avait été remplacée par une chambre froide avec l’aide de l’Etat.

D’ailleurs, les rapports officiels font état d’un déficit très important en matière de capacités de stockage sous froid, un déficit estimé à 200 000 m³. Pourtant, c’est sur la participation de la wilaya de Aïn Defla qu’on mise pour l’objectif d’autosuffisance alimentaire. Peut-être ce cas et bien d’autres encore vont conduire les responsables à prendre en charge ce volet important qui s’intègre dans le processus de la production agricole.

Karim O.

KHENCHELA

Les habitants de Aïn Djerbouâa bloquent la route menant à Biskra

Les habitants de la localité de Aïn Djerbouâa, dans la commune de Béchar, à 30 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Khenchela, sont sortis massivement dans la rue et ont bloqué la route nationale menant à Biskra durant plusieurs heures.

Utilisant des pneus enflammés, des troncs d’arbres et de grosses pierres, les manifestants ont crié à la hogra, au mépris et leur marginalisation de la part des élus locaux qui se cachent toujours derrière les promesses et les mensonges. Ils ont fait part de leur ras-le-bol des déclarations faites par les autorités locales en dépit de leur mouvement de protestation qu’ils ont lancé depuis des mois et qui n’ont abouti à rien. Leur patience et leur sagesse, disent-ils, n’ont rien donné : un cadre de vie dégradé, de projets laissés à l’abandon, une grande lenteur dans les opérations d’assainissement et de réhabilitation, le chômage qui prend de l’ampleur et plusieurs autres problèmes qui ont transformé leur vie en un vrai calvaire.

Ils ajoutent qu’ils veulent la concrétisation des promesses et des hommes de terrain en faisant confiance au premier responsable de l’exécutif pour qu’il réagisse dans l’intérêt de la population.

ADMIS AU CONCOURS DE SECRÉTAIRE PRINCIPAL DE DIRECTION

Un candidat réclame son poste et menace d’une grève de la faim

Ayant réussi au concours de secrétaire principal de direction le 5 septembre 2010, M. S., demeurant à Khenchela, réclame son poste de travail. Sa régularisation lui a été refusée par les responsables de la Direction des œuvres universitaires de Khenchela sous prétexte que le PV des résultats du concours n’a pas fait l’objet de transfert à la Direction de la Fonction publique, ce qui a perturbé le jeune admis au concours qui dit remplir toutes les conditions lui permettant d’accéder à ce poste.

Le jeune homme ajoute que cette explication non convaincante donne lieu à plusieurs interrogations surtout que d’autres postulants au même poste et classés dans le 2^e rang font des mains et des pieds pour se l’arracher.

Après quoi, M. S. a fait appel au premier responsable de l’exécutif pour qu’il intervienne et veille au respect des lois de la République qui défendent les droits des citoyens.

Benzaïm Abdelouahab